

Israël essaie d'isoler les Palestiniens et de les priver de soutien international

Adri Nieuwhof – 30 juillet 2018



***La politique d'Israël est d'isoler les Palestiniens du reste du monde et de faire obstruction au travail des défenseurs des droits de l'homme qui documentent ses violations.
(Najeh Hashlamoun – APA images)***

Deux chercheuses néerlandaises ont été détenues, soumises à des traitements dégradants et des violences, puis déportées par Israël au début du mois.

Elles ont vécu personnellement la politique israélienne d'isolement des Palestiniens du reste du monde et d'obstruction au travail des défenseurs des droits de l'homme.

Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté Lydia de Leeuw pour l'interroger immédiatement après son atterrissage à l'aéroport Ben Gourion le 20 juillet.

Avant le début de l'interrogatoire, on lui a remis un dossier déjà complété contenant ses données personnelles et d'autres informations, dont une décision d'interdiction d'entrée sur le territoire du ministre de l'Intérieur.

Menottée et maltraitée

Pendant quatre heures, L. de Leeuw a subi une fouille au corps, été privée de son téléphone et de ses autres effets personnels et s'est vu refuser l'accès à l'ambassade des Pays-Bas ou à une assistance juridique. Elle a ensuite été déportée.

Sa collègue Pauline Overeem a même subi un traitement plus dur.

Elle a été détenue pendant 24 heures, pendant lesquelles elle a été « menottée et soumise à des violences verbales, incluant la menace que les autorités israéliennes utiliseraient la force contre elle », selon PHROC, une coalition de groupes palestiniens de défense des droits de l'homme.

« Ils m'ont menottée, m'ont agressée verbalement et m'ont laissé seule pendant des heures dans une salle », a déclaré P. Overeem au quotidien néerlandais *De Volkskrant*.

On lui a également refusé l'aide de son consulat ou d'un avocat, avant de la mettre sur un vol de retour vers les Pays-Bas le jour suivant.

L. de Leeuw et P. Overeem sont des chercheuses qualifiées du SOMO, un centre de recherche néerlandais sur les multinationales fondé en 1973.

Les médias israéliens ont rapporté l'expulsion de L. de Leeuw à peu près au moment où elle était arrêtée pour être interrogée, mentionnant des détails de son dossier personnel – ce qui indique qu'ils travaillaient de concert avec le gouvernement.

« Cela suggère que la décision de lui refuser l'entrée sur le territoire avait été prise avant même qu'elle n'atterrisse en Israël », selon PHROC. « Le traitement que L. de Leeuw a reçu à l'aéroport, y compris son interrogatoire, lui a donc uniquement été infligé pour la malmener et l'humilier ».

Le ministre de l'Intérieur a refusé l'entrée de L. de Leeuw sur la recommandation de Gilad Erdan, le ministre israélien des Affaires stratégiques qui est en charge de la répression généralisée du gouvernement contre les défenseurs des droits des Palestiniens.

« Preuve » Facebook

Les chercheuses se trouvent être les premiers citoyens néerlandais à se voir refuser l'entrée sur le territoire en vertu de la loi israélienne anti-BDS, le mouvement qui appelle au boycott, au désinvestissement et aux sanctions pour défendre les droits des Palestiniens.

Le SOMO n'est pas sur la liste noire du gouvernement israélien des 20 organisations dont les membres sont interdits d'entrée sur le territoire parce qu'ils travaillent pour que cessent les violations des droits de l'homme commises par Israël.

Erdan a néanmoins utilisé la loi anti-BDS pour refouler les deux chercheuses néerlandaises.

Le SOMO a dit qu'il était « incompréhensible et inacceptable » que ses employées se voient refuser l'entrée sur le territoire sur des allégations de travail pour BDS.

Le groupe a déclaré qu'il n'était « pas actif dans le mouvement BDS » et que « le boycott sort du champ d'action du SOMO en tant qu'organisation de recherche ».

Erdan était cependant préoccupé par le rapport du SOMO sur les importations agricoles néerlandaises venant de colonies israéliennes construites sur des terres palestiniennes volées,

en violation du droit international.

Ce rapport prouvait que L. de Leeuw promeut BDS, a déclaré le ministre d'Erdan au journal néerlandais *NRC*.

L. de Leeuw a dit au *NRC* que l'une des personnes qui l'avaient interrogée avait présenté comme « preuve » additionnelle de son soutien à BDS deux postes sur Facebook de 2015 et 2016. À ce moment, la loi qui bannit d'Israël les organisations qui soutiennent BDS n'était pas encore en vigueur.

Criminaliser BDS

Le SOMO considère que le refus d'Israël de laisser entrer son personnel s'inscrit dans « une tendance à réduire l'espace de la société civile et la liberté d'expression ».

Le groupe a déclaré être « extrêmement concerné par la criminalisation d'individus et d'organisations qui appellent les pays et les entreprises à promouvoir et respecter les droits de l'homme ».

Le SOMO presse le gouvernement néerlandais d'exiger des explications d'Israël et de condamner le traitement subi par ses chercheuses.

Le groupe a relevé que le gouvernement néerlandais avait explicitement défendu le militantisme de BDS au nom de la protection de la liberté d'expression et d'association, ce qui est aussi la position de l'Union européenne.

« Je ne suis pas active dans le mouvement [BDS] mais je soutiens totalement ceux qui choisissent d'exercer ce droit », a dit L. de Leeuw à *NRC*.

Complicité européenne

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères – qui subventionne le SOMO – a dit à *NRC* que le refoulement était « regrettable », tout en reconnaissant le droit de tout État à

déterminer les conditions d'entrée sur son territoire.

Le ministre a répété sa position selon laquelle le militantisme de BDS était protégé par la liberté d'expression.

La soumission du gouvernement néerlandais au « droit » de déterminer qui peut entrer est identique à la réponse apathique du gouvernement français après qu'Israël ait interdit l'entrée sur son sol à plusieurs élus français l'an dernier.

Mais ce que ces gouvernements prennent le risque d'ignorer, c'est qu'Israël ne barre pas seulement l'accès à son territoire « souverain ». Il barre l'accès, tout particulièrement, à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza et isole du reste du monde les millions de Palestiniens qui y vivent.

Israël entrave l'action des organisations internationales pour vérifier qu'il respecte ses obligations de puissance occupante telles que définies par le droit international. En refusant de s'insurger contre les interdictions d'entrée en Israël, les gouvernements européens aident donc Israël à dissimuler au monde ses violations du droit et le couvre pour en commettre d'autres.

La députée néerlandaise Sadet Karabulut a demandé au ministère des Affaires étrangères d'examiner le cas.

Sadet Karabulut a tweeté qu'il était « préoccupant que deux militants néerlandais des droits de l'homme se soient vu refuser l'accès à Israël pour des raisons politiques ».

Une semaine plus tôt, Israël avait refusé l'entrée à Gaza à Sadet Karabulut.

Il y a longtemps que des millions de réfugiés palestiniens apatrides sont interdits d'entrer dans leur propre pays parce

qu'ils ne sont pas juifs. Mais des Palestiniens de nationalité états-unienne, canadienne ou de l'un des États membres de l'Union européenne font aussi souvent face à cette interdiction d'entrer dans leur pays d'origine, même pour une visite.

Comme le gouvernement des États-Unis l'a reconnu, le refoulement apparaît également motivé par une discrimination ethnique et religieuse.

S'attaquer aux défenseurs des droits de l'homme

Ces derniers mois cependant, Israël a utilisé la législation contre BDS pour attaquer des défenseurs des droits de l'homme et des militants, tels qu'Omar Shakir, le directeur du bureau de Jérusalem de Human Rights Watch ; Ariel Gold, co-directeur de CODEPINK ; Vincent Warren et Katherine Franke, le directeur exécutif et une membre du bureau de Center for Constitutional Rights ; et Ana Sanchez, une militante de BDS en Espagne.

Israël a également refoulé Shashi Naidoo, mannequin et célébrité sud-africaine.

Shashi Naidoo avait provoqué la colère des défenseurs des droits des Palestiniens en juin en faisant des remarques désobligeantes sur Gaza.

Les militants ont capitalisé sur l'incident en invitant Shashi Naidoo à venir faire un voyage d'observation et voir par elle-même la situation des Palestiniens.

« Shashi Naidoo rejoint la liste de plus en plus longue des Sud-Africains à qui on a refusé le passage vers la Palestine » a déclaré le groupe de soutien à la campagne BDS en Afrique du Sud, qui participait à l'organisation du voyage.

Mais arrêter Shashi Naidoo à la frontière n'a pas empêché l'information sur les abus commis par Israël d'atteindre

encore plus de personnes.

Depuis son retour, Shashi Naidoo a appelé Gaza « le plus grand camp de concentration du monde » et elle soutient maintenant publiquement BDS :

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : Mireille Vaucoret pour l'Agence Média Palestine